



L'APPROCHE CONSCIENTISANTE SE PROPOSE D'AIDER LES ADULTES À ACQUÉRIR DES CONNAISSANCES POUR MIEUX COMPRENDRE LE MONDE DANS LEQUEL ILS ÉVOLUENT ET LE TRANSFORMER. QU'EN EST-IL DE L'APPLICATION DE CES PRINCIPES DANS LE QUOTIDIEN ? SOMMES-NOUS PLUSIEURS À FAIRE DE LA CONSCIENTISATION ? DE QUELLE MANIÈRE DOIT-ON S'Y PRENDRE ? À QUOI RECONNAÎT-ON FINALEMENT UN VÉRITABLE TRAVAIL DE CONSCIENTISATION ?

Quand la conscientisation mène à l'action

Lorraine Roy, responsable du volet alphabétisation et formatrice au Regroupement des assistés sociaux du Joliette métropolitain

Le Regroupement des assistés sociaux du Joliette métropolitain (RASJM), qui existe depuis 1973, est l'un des plus vieux groupes populaires de la région de Lanaudière et le porte-parole des personnes à faible revenu ainsi que des personnes analphabètes. En plus de répondre à des demandes de défense des droits provenant des quatre coins du territoire, il travaille à l'amélioration des conditions socio-économiques des personnes grâce à l'information, la défense collective et individuelle des droits et à l'alphabétisation, en même temps qu'il est un lieu d'engagement, de prise de parole, d'éducation, de formation et d'action. L'accueil, l'expression des personnes, le développement de leur potentiel et de leur autonomie, la promotion du bénévolat et le travail d'équipe revêtent une grande importance au RASJM.

Dans *Le Nouveau Petit Robert*, « conscientiser » signifie faire prendre conscience à (qqn.), donner une conscience politique à. Dans notre dictionnaire à nous, au RASJM, c'est aussi cela, mais bien plus encore, car l'acte de conscientiser est, plus qu'une fin en soi, un processus, une démarche tout aussi importante que le but à atteindre. En fait, chez nous, la conscientisation mène nécessairement à l'action. Comment cela se manifeste-t-il? Quels défis cela pose-t-il?

À nos yeux, il n'y a pas de conscientisation qui ne passe par la réflexion et la formation, notamment la formation dans l'action. Les principes du VOIR-JUGER-AGIR et du FAIRE, FAIRE AVEC et FAIRE FAIRE¹ sont les prémisses de tout ce que nous mettons en œuvre, tant il est vrai



que pour nous, il ne peut y avoir de conscientisation sans que nous ne posions un regard critique sur l'extérieur, mais aussi sur notre propre groupe, et sans que notre monde ne s'y retrouve engagé de façon pleine et entière.

Des lieux, des acteurs, des sujets

Les lieux de conscientisation sont multiples. En plus des ateliers d'alphabétisation, il y a les rencontres du lundi matin de l'équipe de coordination, qui regroupent autour d'une même table des participants et des participantes en alphabétisation, présents à titre de militants bénévoles et d'administrateurs, des personnes ayant fait appel à nos services et qui se sont engagées par la suite au RASJM, les membres du personnel en alphabétisation et en défense des droits, ainsi que le coordonnateur, tous animés de la volonté de se conscientiser ensemble. Les comités de travail — comité d'alphabétisation, comité de défense des droits, comité du personnel et des finances — et le conseil d'administration, où se côtoient aussi participants, participantes, bénévoles et personnel, sont d'autres lieux de conscientisation.

Plus qu'une occasion de faire le point, les rencontres du lundi matin sont devenues, depuis deux ans, un véritable « laboratoire », avec les constats, les analyses, les prises de conscience, les questions soulevées, les idées vulgarisées, et sans qu'on y déroge, même si l'agenda déborde. Les sujets de discussion sont des plus divers. Ils sont puisés dans l'actualité, émergent du vécu des personnes autour de la table ou sont retenus en fonction de leur lien avec notre mission, nos activités, nos services et nos actions.

Au cours des derniers mois, notre réflexion a porté, entre autres, sur certains aspects du mouvement communautaire qui nous interpellaient particulièrement. Un exemple: devant le peu de place laissé aux personnes militantes et bénévoles dans des lieux où nous nous retrouvons parfois uniquement entre permanents et permanentes, nous avons dénoncé la culture du

politically correct qui a gagné certaines factions du mouvement communautaire, lesquelles, en même temps qu'elles appellent à la solidarité, murmurent en coulisses, à propos des bénévoles et des gens de la base, « que c'est trop compliqué pour eux de s'engager là-dedans ». Nous nous sommes également penchés sur une autre réalité : celle de certains groupes communautaires qui, pour avoir perdu un peu de leur ferveur militante d'il y a 20 ans, se sont transformés en dispensateurs de services.

Dans un autre ordre d'idées, un article de Pierre Bourgault² sur la lecture, les salons du livre et les personnes analphabètes, et l'annonce, à peu près au même moment, de la tenue d'un tel événement à Juliette et auquel on nous invitait à participer, nous ont amenés à nous demander à qui s'adressait ce type d'activité, quels intérêts il servait et en quoi il pouvait rejoindre les personnes analphabètes. Cela a par ailleurs été le point de départ d'un rigoureux exercice de réflexion sur la lecture et sur nos pratiques. Dans les ateliers d'alphabétisation, par exemple, les formatrices ainsi que les participants et les participantes ont réfléchi sur les défis que pose la lecture dans l'apprentissage, sur son utilité dans la vie de tous les jours et sur l'accès, avec tout ce que cela implique, à ces « châteaux forts du savoir » que sont les bibliothèques, les librairies et les salons du livre ; cette réflexion fut ponctuée de lectures à voix haute pour apprendre à bien saisir le message d'un texte et d'incursions dans des lieux insolites, comme le café-librairie ouvert il y a trois mois à Joliette.

L'utilisation systématique de surligneurs est par ailleurs entrée dans les mœurs de l'équipe de coordination, des comités de travail et du conseil d'administration. Cette façon de faire incite les adultes en démarche d'alphabétisation, comme les autres, à être plus attentifs aux mots ou aux phrases dont le sens leur échappe, à marquer des passages qui les accrochent plus et peuvent être mis en perspective dans les discussions.



Il en a été fait mention précédemment, la réflexion conscientisante puise aussi dans le vécu des personnes qui participent aux rencontres de coordination. Le regard qu'elles posent sur les faits divers ou les événements qui les ont marquées en cours de semaine ou encore sur les bons coups qu'elles signalent les amène à exprimer leurs propres valeurs et leurs propres peurs. Souvent, pour mieux VOIR, on se référera aux questions de l'intervenant social Guy Paiement en se demandant: *Ou'est-ce que cet événement ou cette situation dit et ne dit pas ? À qui ça profite³ ?*

Il y a également conscientisation avant toute participation d'un ou de plusieurs des nôtres à une rencontre, à une session d'information, à une formation ou à une activité de mobilisation à l'échelle locale, régionale ou provinciale. Il s'agit alors de savoir de quoi il sera question, d'analyser les enjeux et de déterminer les choix que nous ferons au regard de la mission du RASJM. Tous les outils dont nous disposons — textes informatifs, grilles, analyses, questionnaires, etc. —, qu'il s'agisse de ceux que nous avons élaborés au RASJM ou de ceux qui proviennent du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), du Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), du Collectif pour un Québec sans pauvreté ou d'ailleurs, nous aident, non seulement à cette étape de préparation mais aussi tout au long de l'année, à *prendre conscience* de certaines choses et à nous regarder, nous, du RASJM, dans le miroir objectif de l'analyse critique.

Dans les ateliers d'alphabétisation, la conscientisation revêt plusieurs formes : prendre conscience de tout ce que cache l'invasion massive des guichets automatiques, des liens qui existent entre la mondialisation, le libre-échange et les magasins à 1 \$ du centre-ville et du centre commercial ; tracer avec les participants et les participantes, en lieu et place du circuit patrimonial habituel, un autre circuit permettant de localiser les lieux de travail des ouvrières de la couture, les usines, et de faire connaître les personnes qui ont marqué l'histoire sociale, syndicale et communautaire de Juliette ; sensibiliser les adultes au fait qu'ils ne viennent pas chercher un service à la carte, mais sont partie prenante d'un groupe communautaire avec une mission, des objectifs, une façon de faire, des lieux de formation, de décision et de prise de parole, des activités, des services et des luttes... Des illustrations parmi d'autres du *comment on fait prendre conscience de...*

Quand la réflexion appelle l'action

Plusieurs des actions du RASJM découlent, comme on l'a dit, de ces étapes fondamentales que sont la réflexion et la formation dans l'action. En défense des droits, incidemment, c'est l'analyse de cas en équipe qui a permis de déterminer les luttes collectives à mener, dont celle en lien avec le logement social. Devant le grand nombre de personnes demandant de l'aide parce qu'elles habitent des logements insalubres ou qu'une part considérable de leurs prestations d'aide sociale ou de leur modeste salaire est engloutie dans le

Dans les ateliers d'alphabétisation, la conscientisation revêt plusieurs formes :
prendre conscience de tout ce que cache l'invasion massive des guichets automatiques, des liens qui existent entre la mondialisation, le libre-échange et les magasins à 1 \$ du centre-ville et du centre commercial.



paiement du loyer, au détriment des besoins essentiels à combler, la nécessité de mener une lutte pour le logement social s'est imposée d'elle-même. L'équipe en défense des droits, où se retrouvent notamment deux participants en alphabétisation, a élaboré un questionnaire, et les données ainsi recueillies continuent de nous être utiles dans les revendications du RASJM à l'échelle municipale, provinciale, et auprès de différentes instances.

Également, à partir d'un VOIR, d'une analyse et de la formation dans l'action, cette même équipe a entrepris une lutte contre les contraintes sévères et temporaires à l'emploi. En effet, il est devenu de plus en plus difficile, pour certaines personnes, d'être considérées inaptes au travail alors qu'elles le sont en réalité et que leur requête s'appuie sur des dossiers médicaux le démontrant clairement. Il y a aussi un problème de contraintes temporaires à l'emploi, alors que des fonctionnaires réduisent fréquemment, et de façon arbitraire et abusive, la durée des congés de maladie déterminée par les médecins. Encore là, les nombreux cas que nous avons sous les yeux témoignaient éloquemment de l'ampleur du problème. Le RASJM a fait parvenir une lettre aux directeurs des bureaux locaux du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et a porté cette situation à l'attention des médias.

Avec son slogan *Contraintes sévères ou temporaires, c'est pas l'affaire des fonctionnaires*, le RASJM a aussi porté le problème à l'attention du Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ). Le comité juridique de ce regroupement provincial, où siège un membre de notre équipe en défense des droits, en a fait, à son tour, un de ses chevaux de bataille en entreprenant des négociations avec des fonctionnaires de la Direction générale du soutien à la conformité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Cette revendication figurait aussi en bonne place parmi les demandes que nous avons formulées au gouvernement, à Québec, dans le cadre des auditions publiques sur le

projet de loi 112 (loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale) à l'automne 2002, en plus d'avoir retenu l'attention des trois députées de notre région et des représentants des trois partis politiques présents à ce moment-là.

À propos de la loi 112, la présentation d'un mémoire compte parmi les plus belles expériences de conscientisation qu'il nous ait été donné de vivre au RASJM. Son contenu est le résultat d'une session intensive de réflexion et d'analyse de la part des personnes en situation de pauvreté militant chez nous, dont des participants et des participantes en alphabétisation. Au moment de l'audition en commission parlementaire, un nouveau militant bénévole arrivé deux semaines plus tôt au RASJM avec tout le poids du monde sur les épaules et, en main, un texte pamphlétaire de 15 pages sur « le bonheur social », que nous avons joint au mémoire, a trouvé une tribune. Expérience combien stimulante aussi, quand on repense à l'intérêt manifesté par les participants et les participantes des ateliers déjà sensibilisés au travail du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté, et qui sont montés à bord du « bateau », présents à toutes les étapes, et les yeux rivés sur l'écran de télévision au moment de l'audition du mémoire.

Les adultes des ateliers d'alphabétisation sont tout particulièrement mis à contribution lors de la Journée mondiale du refus de la misère⁴, le 17 octobre, en ce qui concerne à la fois la réflexion, l'analyse, la formation dans l'action, le travail d'équipe, la créativité et la prise de parole. En 2000 et en 2001, ils avaient, entre autres, travaillé à formuler des questions en vue d'alimenter les discussions sur la pauvreté en atelier, conçu des saynètes illustrant différents types de pauvreté et participé activement à l'organisation d'une marche silencieuse de solidarité, avec des arrêts symboliques et stratégiques, notamment devant le Centre local d'emploi et le restaurant *Subway*, un lieu de ralliement des jeunes de la rue au centre-ville de Joliette.



En 2002, ils ont contribué activement à l'organisation de différents ateliers (témoignages de personnes vivant divers types de pauvreté, projection d'un film, recours à différents modes d'expression artistique pour illustrer la pauvreté, café-rencontre avec chansons engagées, etc.). En soirée, plusieurs ont participé aux discussions, en petits groupes, sur le thème proposé, celui de changer de regard vis-à-vis de la pauvreté en prenant conscience des réalités qui se cachent derrière les préjugés.

Un des moments forts de la journée a été la création d'une chanson sur la pauvreté⁵ par une dizaine de personnes qui, guidées par Robert Léger, auteur-compositeur-interprète et ex-membre du groupe Beau Dompage, ont mis en mots le fruit de leur réflexion sur le sujet. Une chanson qui a beaucoup voyagé, puisqu'on l'a chantée, en novembre 2002, lors de la Nuit des sans-abri, à Joliette, et, en décembre, lors du rassemblement organisé devant les bureaux du premier ministre de l'époque, Bernard Landry, à Montréal par le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté et lors du congrès du Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), de même qu'ailleurs, dans d'autres circonstances.

Des pousses dans le jardin de la conscientisation

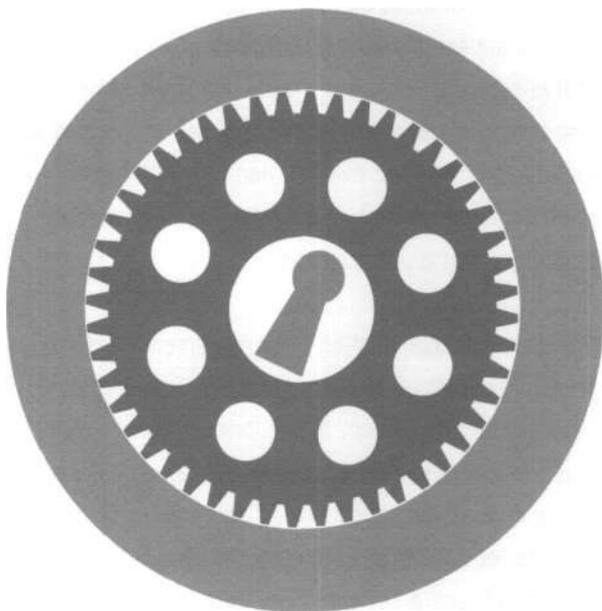
Faire de la conscientisation est autrement plus complexe que de mettre une lettre à la poste, et nous incite à relever certains défis. Par exemple, il n'est pas toujours

facile d'être cohérent du début à la fin d'une démarche de conscientisation, dans un contexte où l'organisme est très sollicité, connaît une forte affluence et doit composer avec des ressources humaines et financières réduites; pas toujours évident, non plus, d'intégrer systématiquement, dans le quotidien de l'organisme, ce qu'on retient d'une formation.

Faire de la conscientisation pose également un défi à partir du moment où les personnes rémunérées ou bénévoles ne proviennent pas toutes du même milieu, n'ont pas toutes la même lecture sociale, les mêmes valeurs et la même sensibilité à l'égard de la culture populaire, et pas nécessairement non plus la même disponibilité face à l'engagement et au militantisme.

Lorsqu'une poignée seulement de personnes que nous avons aidées assistent à notre assemblée générale annuelle, cela nous incite à réfléchir sur la consommation de services en défense des droits. L'élément festif est également à intégrer dans les étapes d'une démarche conscientisante où, emportés par l'élan, nous le perdons parfois de vue ; il nous faut en outre continuer d'apporter aux personnes un soutien psychosocial, si on ne veut pas se retrouver seuls en cours de route ou aux barricades ! Enfin, il faut éviter le piège du « pétage de bretelles » en confondant qualité et quantité. Parfois, même si les activités sont fréquentées et les résultats probants, cela ne veut pas dire pour autant que tout est parfait...

Faire de la conscientisation pose un défi à partir du moment où les personnes rémunérées ou bénévoles ne proviennent pas toutes du même milieu, n'ont pas toutes la même lecture sociale, les mêmes valeurs et la même sensibilité à l'égard de la culture populaire, et pas nécessairement non plus la même disponibilité face à l'engagement et au militantisme.



Assez souvent, toutefois, des événements viennent nous rassurer ou nous conforter dans nos tentatives de conscientisation : une bénévole, par exemple, qui a l'habitude de prendre les notes à la rencontre du lundi matin et qui, à la suite de notre réflexion sur les salons du livre et la lecture, nous présente un compte rendu de réunion en plus gros caractères... un militant qui troque son amertume et son défaitisme pour des « peut-être »... un participant en alphabétisation, membre du Comité du personnel et des finances qui, ayant collaboré activement à l'élaboration d'un questionnaire d'entrevue et suivi de près le processus de sélection, tape sur l'épaule de la personne embauchée en lui lançant un retentissant : « Content de t'avoir engagé ! »... une participante qui assiste à une partie de l'entrevue d'accueil d'un

nouveau participant pour lui parler avec conviction de notre organisme et de ce qui s'y passe... une autre qui s'amène à un atelier avec un article de journal sur la pauvreté « parce qu'on a parlé de ça l'autre jour »... une autre encore qui emprunte la cassette vidéo de notre audition en commission parlementaire en disant que « c'est pour montrer à (sa) parenté qu'il y a un groupe qui fait de quoi qui donne quelque chose pour faire avancer les choses »...

Pour nous, il n'y a pas une, mais des façons de faire de la conscientisation, et le processus, ainsi que son évaluation en cours de route, est tout aussi important que le résultat. De la foi en ce que nous sommes et ce que nous pouvons faire, de l'ouverture et de l'intérêt pour ce qui se fait ailleurs, de l'humilité, le goût d'apprendre, notamment de ses erreurs, le droit de se tromper aussi, beaucoup de solidarité et de travail d'équipe, et normalement, la pâte lève!

Pour nous, il n'y a pas une, mais des façons de faire de la conscientisation, et le processus, ainsi que son évaluation en cours de route, est tout aussi important que le résultat.

- 1) Il s'agit de principes mis de l'avant par l'Action catholique, il y a une trentaine d'années, et que le RASJM considère toujours pertinents dans son approche pédagogique.
- 2) On fait ici référence à un article du chroniqueur Pierre Bourgault, paru le 17 novembre 2002 dans le *Journal de Montréal*.
- 3) Guy PAIEMENT, *Pour faire le changement*, Montréal, Éditions Novalis, 1991.
- 4) Cette journée a été instituée par le Mouvement ATD Quart Monde (Aide à toute détresse), une association créée par le père Joseph Wresinski.

Ce dernier, qui a travaillé longtemps en France, dans des paroisses ouvrières et auprès de familles démunies, souhaitait ainsi donner aux personnes pauvres l'occasion de monter les marches des lieux où se décide l'avenir des hommes et des femmes afin de leur assurer une existence dans la conscience de l'humanité. Le terme *Quart Monde* a été utilisé pour la première fois lors de la Révolution française pour désigner le peuple des infortunés et ceux qui n'étaient pas représentés. C'est en 1992 que les Nations Unies reconnaissent officiellement la date du 17 octobre comme celle de la Journée mondiale du refus de la misère.

- 5) Voir le texte de la chanson en page 96.